

Vive le printemps turc

Vendredi 31 mai, la colère a explosé à Istanbul : des dizaines de milliers de manifestants campent sur la place Taksim et affrontent la police.

L'étincelle à l'origine de cette explosion : un campement opposé à un projet immobilier condamnant à la destruction un parc attenant à la place Taksim. Les habitants du quartier, indignés par la répression policière, ont rejoint les occupants. En l'espace de 24 heures des manifestations impressionnantes ont eu lieu dans tout le pays.

Les manifestants réclament la démission du gouvernement islamiste prétendument « modéré » qui brandit le miracle de la croissance et feint d'oublier que celle-ci s'est construite sur une exploitation accrue des travailleurs de Turquie. Et tout y passe, du ras-le-bol de la pression religieuse et moralisatrice à celui de la matraque des flics, en passant par l'exigence de laïcité, de la liberté de mœurs et du droit à l'avortement, etc.

Le 1^{er} mai dernier, la police a empêché la manifestation syndicale de rejoindre la place Taksim. Le gouvernement craignait la rencontre de dizaines de milliers de travailleurs avec les opposants au projet immobilier. Mais aujourd'hui c'est ce scénario qui pourrait bien se produire, dans l'autre sens, et à une toute autre ampleur. Partie de la place Taksim, la contestation s'est généralisée.

La classe ouvrière turque a participé à une succession de mouvements de grèves ces derniers mois. Elle n'était pas en tant que telle, sur ses objectifs, présente dans les dernières manifestations d'Istanbul, même si nombre de travailleurs y participaient. Mais elle pourrait bien se saisir du climat de contestation du régime pour entrer dans la danse, avec ses propres revendications politiques (notamment la liberté de s'organiser) et économiques (chômage, bas salaires, etc.). Et ne pas se contenter alors d'un changement à la tête du régime.

Après l'assassinat de Clément, jeune militant étudiant : Combattre l'extrême droite et ses idées

Clément, jeune de 18 ans, militant antifasciste et syndicaliste étudiant, a été assassiné mercredi dernier 5 juin, frappé à mort par une bande de nervis d'extrême droite.

Depuis quelques temps, les groupes d'extrême droite, plus ou moins proches de Marine Le Pen ou en tout cas de ses idées, jouent des muscles pour s'en prendre à tout ce qui leur déplaît. On les a vus faisant de la surenchère et jouant les provocations lors des manifestations contre le mariage pour tous. Ou agressant en pleine rue des couples homosexuels à Nice ou à Paris. Sans parler des agressions racistes perpétrées par ce genre d'individus.

Tout petits groupes pour l'instant, ils sont encore loin de pouvoir s'en prendre au mouvement ouvrier ou de jouer les briseurs de grèves et agresseurs de grévistes. Mais dans la situation de crise d'aujourd'hui, c'est à cela qu'ils ambitionnent pour se rendre utiles aux patrons et gravir les échelons du

monde politique. Bien difficile de compter, pour s'en débarrasser, sur un Manuel Valls qui, en multipliant les expulsions d'immigrés, alimente tous les préjugés sur le terreau desquels grandit l'extrême droite. Pas plus sur Hollande et son gouvernement qui, en menant la même politique que Sarkozy à l'encontre de la population laborieuse ou partant guerroyer en Afrique au profit des trusts français facilitent toutes les démagogies du Front National et de ses émules.

Pour éradiquer la gangrène d'extrême droite, pour combattre la progression des préjugés qu'elle colporte dans le but de gagner de l'influence, y compris dans les quartiers pauvres, en opposant les uns aux autres au nom de la France ou de la race, il faut que les travailleurs montrent leur force. Qu'ils donnent, par leurs luttes, par leur solidarité de classe, Français et immigrés tous ensemble, un espoir à la jeunesse et une issue à la crise dans laquelle le monde capitaliste nous plonge.

Silence dans les rangs

Lors d'une réunion suite à la réorganisation, des salariés de la DE-SP (Direction Engineering-Système Pilotage) ont exprimé leurs inquiétudes sur le cœur de métier. Le nouveau directeur, à l'issue d'un long monologue, leur a répondu que refuser l'externalisation des activités non cœur de métier, ou refuser de passer pilote, sera considéré comme une « *faute professionnelle* ». Il se croit à l'armée ?

Un sujet tabou

Devant des salariés de la DE-VEV (Direction Engineering-Véhicule Equipements Validation) réunis à Lardy, le chef de service a admis que les essais ne sont pas cœur de métier, et qu'à terme ils seront réalisés en sous-traitance. Mais il n'a pas eu le temps d'en dire plus : son N+1 lui a aussitôt suggéré de remettre cette discussion à plus tard. Ça commençait pourtant à devenir intéressant.

On est prévenu

Lors de la réorg, les salariés qui ont dû changer de poste ou de fonction ont été prévenus au dernier moment, et on ne leur a pas laissé le choix.

Ce n'est que la répétition, à petite échelle, de ce qui risque d'arriver dans les étapes suivantes, avec les externalisations et les délocalisations dans les RTx. Pour les mobilités forcées, on connaît déjà la méthode : elle sera brutale.

La politique du fait accompli

Rétention d'informations, annonces faites au compte-goutte... : les réorganisations se font dans la plus grande opacité. Il était même impossible de récupérer les diapos du nouvel organigramme avec les noms des directeurs et chefs de service, alors que la réorg avait été présentée en CE.

Mettre les salariés devant le fait accompli pour les manipuler comme des pions : ça doit être le volet « social » de la réorg.

Dispensés d'activités... et de leurs droits à congés

Depuis un accord de 1991, les salariés Renault ont droit à 22 jours de congés de préparation à la retraite durant les 12 mois qui précèdent leur départ.

A ceux qui partent en Dispense d'Activité, la direction a voulu proratiser ces congés selon la date de notification de leur départ. Sauf que l'accord ne prévoit pas cette proratisation : c'est 22 jours quelle que soit la date où l'on annonce son départ.

La culture du profit

Selon Billig, les salariés de Renault doivent « *changer leur manière de voir* » et substituer la « *culture du résultat* » à celle de « *l'effort* ». Peu importe le temps passé sur une tâche, la qualité du travail et l'attachement à son métier, pourvu que les résultats de Free Cash Flow soient atteints.

Externalisations : le GIE en première ligne

La direction a annoncé la fin du GIE Renault-Vestalia créé fin 2006. En 2014, la maintenance, le courrier, la reprographie ou l'exploitation de la Centrale doivent passer totalement en sous-traitance. Il reste encore 82 salariés Renault au sein du GIE (266 en 2007), dont une cinquantaine sans véritable solution de reclassement aujourd'hui. Renault assure que « *les sociétés de prestations issues des Appels d'Offres seraient prêtes à examiner les possibilités de recrutement pour ceux qui souhaiteraient rester dans les mêmes fonctions* ». Par ici la sortie...

C'est comme ça que la direction va aussi s'y prendre dans l'Ingénierie pour pousser dehors les salariés ?

TOUS les salariés doivent être reclassés

La vente par lots du GIE a déjà commencé à Renault Rueil où Cofely, filiale de GDF Suez, reprendra la maintenance du site à la place de Vestalia.

Quel que soit le résultat des autres appels d'offres, chacun doit pouvoir rester sur le même site, avec au moins la même rémunération et les mêmes conditions de travail, qu'on soit Renault ou l'un des salariés Vestalia du Technocentre.

Une cote mal taillée

Les ingénieurs et cadres du TCR ont été informés individuellement de leur cotation selon Job Grading : L3C, L2B... Mais pas moyen de savoir comment leur cotation a été décidée et comment ils ont été notés sur les critères et les sous-critères du Job Grading ?! Aucun référentiel, ni cartographie des postes ne leur ont été donnés non plus.

Ainsi des cadres ayant des fonctions similaires ont été cotés différemment : ça fait désordre ! Toutes ces cachotteries visent donc à éviter les contestations.

Avoir la cote ou pas

Côté rémunération, les nouveaux critères et cotations du Job Grading auront un impact sur les prochaines augmentations et primes.

Si on est déjà payé au « *maximum du marché* » de sa cotation, il faudra changer de poste pour être augmenté. Quant au « *niveau de responsabilité* », il déterminera le niveau de sa rémunération variable. Ce sont donc les plus gradés qui toucheront les plus grosses primes.

Les concessions Renault de La Réunion en grève

85 % des 214 salariés des 4 concessions Renault de l'île de La Réunion sont en grève depuis le 5 juin.

Lors des NAO, ils ont demandé 46 € d'augmentation mensuelle, 650 € de prime et 150 € de bons d'achat. La direction, qui a fait 4,3 millions d'euros de bénéfices en 2012, a proposé 0,8 % d'augmentation puis 1 % (12 €). Les grévistes sont descendus à 35 €, plus la prime et les bons d'achat. La grève continue.